

Une bombe à retardement prête à exploser au Burundi

RFI, 30 mai 2013
 Retour des rivalités ethniques au Burundi sur fond de conflits fonciers C'est une épine sur le chemin de la réconciliation au Burundi. La recrudescence des conflits fonciers liés au rapatriement des réfugiés hutus. Durant les années de crise, et au cours des différentes guerres interethniques qu'a connues le pays, près de 700 000 Burundais hutus ont fui pour se réfugier à l'étranger. Depuis 2002, une grande partie d'entre eux a été rapatriée. Mais les terres ou maisons qu'ils possédaient étaient occupées. Pour la première fois depuis des années, un quartier de la capitale du Burundi a été la scène de meutes aux relents ethniques à l'occasion de la restitution d'une maison à une famille hutue spoliée il y a 40 ans. Cela s'est passé le mardi 28 mai. En charge de la résolution de ces conflits : la Commission nationale des terres et autres biens (CNTB). Son rôle : régler les conflits à l'amiable. Mais la réalité est compliquée.

La plupart des litiges concernent des familles qui ont fui le pays en 1972, il y a plus de 40 ans. Sur 30 000 dossiers enregistrés, la CNTB revendique 22 000 cas réglés, dont plus de 60 % à l'amiable. Mais elle est controversée : une opinion publique l'accuse de raviver les tensions ethniques en privilégiant les rapatriés hutus dans ses décisions sans tenir compte de l'éventuelle bonne foi des nouveaux occupants. Car qu'ils soient tutsi ou hutus, ils ont parfois acquis leur bien en toute égalité et ne réclament aucune compensation. Le gouvernement semble avoir pris la mesure du malaise et envisagerait une réforme du système. D'autant que jusqu'à présent, la commission s'est concentrée sur les conflits concernant les parcelles de terre, jugés les plus urgents. Mais près de 200 000 autres plaintes sont encore en attente. Elles concernent des maisons, des voitures ou comptes en banque. Un vaste chantier de nature, craignent certains, à saper un processus de réconciliation déjà bien mal en point. Burundi : les conflits fonciers provoquent des meutes sur fond de tensions ethniques RFI, 29 mai 2013
 Au Burundi, la tension monte autour des conflits fonciers liés des différentes guerres interethniques qui ont secoué ce pays à plusieurs reprises. Pour la première fois depuis des années, un quartier de la capitale du Burundi a été la scène de meutes aux relents ethniques prononcés. Mardi matin, des affrontements entre policiers et jeunes d'un quartier tutsi venus s'opposer à l'expulsion d'une famille qui habitait la maison devant être restituée aux héritiers d'un Hutu « spolié » il y a plus de 40 ans ont fait plusieurs blessés et des arrestations. La foule était d'autant plus en colère que les décisions de la Commission nationale terres et autres biens (CNTB), chargée de régler ce type de conflits fonciers, sont sans effets avant tout recours judiciaire. Lorsque les habitants de Ngagara, dans le nord de Bujumbura, se sont rassemblés mardi matin, ils ont trouvé toutes les rues, menant vers la maison en litige, barrées par des dizaines de policiers. Très vite, des centaines de jeunes de ce quartier majoritairement tutsi ont accouru et le face à face a commencé. « Ce qui se passe ici va diviser encore plus les Burundais, a déclaré l'un d'entre eux. Si les policiers veulent utiliser la force, ils devront d'abord nous tuer. Il n'y a jamais de réconciliation au Burundi. » Vers midi, la police est passée à l'action. Gaz lacrymogènes, tirs en l'air de l'ordre ont chargé la foule qui a riposté par des jets de pierres, sans toutefois empêcher les policiers de se rendre maîtres du terrain. Selon des sources judiciaires, au moins quatre policiers ainsi qu'une dizaine de civils ont été blessés et plus de 20 jeunes arrêtés au cours de ces meutes. Distiller « la haine dans la population » Puis le président de la Commission terre et autres biens à Bujumbura a remis les clés de la maison litigieuse aux ayants droit d'un Hutu tué lors de massacres interethniques il y a une quarantaine d'années. « Nous venons de rendre la maison à ses propriétaires c'est-à-dire la succession Mpitabakana », a indiqué Pierre-Claver Sinzinkayo. Mais pour le président d'une organisation burundaise des droits de l'homme, cette manière de faire ne va pas dans le bon sens. « Non, cela n'est pas la façon de concilier les gens, a exploré Pierre-Claver Mbonimpa. Je vois plutôt que c'est une façon d'ethniser, d'augmenter la haine dans la population. » Les cicatrices du Burundi sont encore loin d'être refermées.